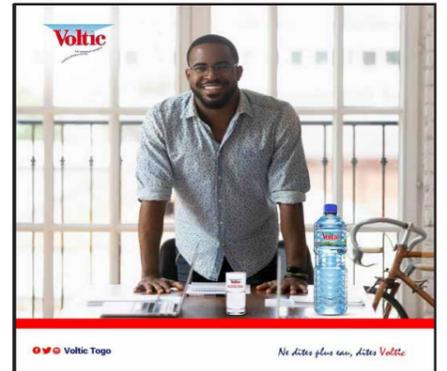


L'économiste du Togo

Le Journal des décideurs



Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC - N°0438 du Mardi 14 Décembre 2021 Prix: 250Fcf

Site web: www.leconomistedutogo.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

Dubaï

Les Émirats arabes unis passent au week-end de samedi-dimanche

Le pays du Golfe est le premier de la région à opter pour les mêmes jours de congé que l'Europe et l'Asie, afin de faciliter les échanges ...

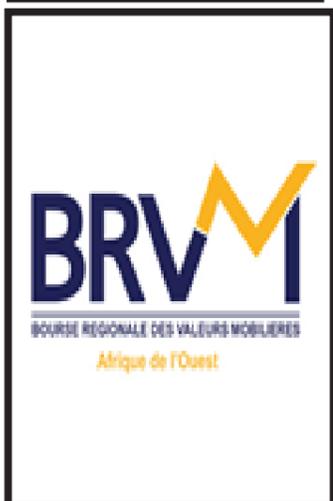
• (Page 08)

Abus de position dominante

L'Italie inflige une gigantesque amende à Amazon

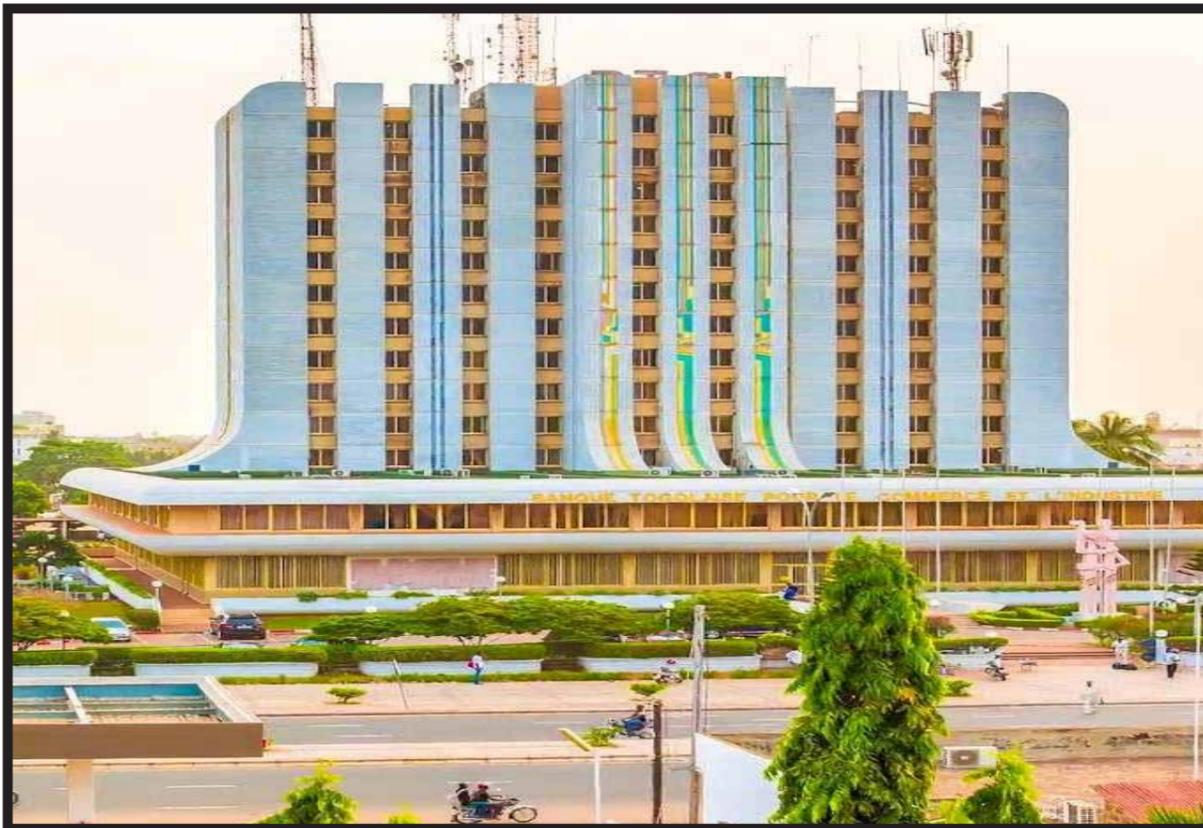
Rome a infligé jeudi une amende de 1,1 milliard d'euros au ...

• (Page 08)



Changement de dénomination sociale d'une banque • (Page 03)

La BTCL devient IB Bank Togo



Structures centrales du marché financier régional de l'UEMOA • (Page 05)

BRVM et DC/BR, 25 ans de progrès et d'évolution

Pays les moins avancés

Le Togo favorable à de nouvelles mesures de soutien

Il s'est tenu le 8 décembre 2021 une réunion de haut niveau portant sur le ...

• (Page 02)

Fourniture d'énergie décentralisée

De l'électricité pour 10 000 habitants de localités rurales

Le Togo et l'Allemagne viennent de conclure un nouveau mécanisme d'électrification rurale au profit d'au ...

• (Page 04)

Nomination à la BAD

Kevin Chika Urama prend un poste important

La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé le 8 décembre 2021, la nomination du professeur Kevin Chika URAMA au poste d'...

• (Page 06)

Transformation agricole

Des jeunes organisés autour de la filière manioc à Blitta

La transformation du manioc en d'autres produits dérivés (gari, tapioca etc.) intéresse ...

• (Page 11)

SETIF - TOGO Sarl - U
Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export
Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP
(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO
togsetif@gmail.com
www.setifogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Pays les moins avancés

Le Togo favorable à de nouvelles mesures de soutien

Il s'est tenu le 8 décembre 2021 une réunion de haut niveau portant sur le thème « Cinquante ans de Pays moins avancés : logique et impact d'un traitement international différencié ». Ceci, en prélude à la cinquième Conférence des Nations unies sur les Pays les moins avancés (PMA). Le Togo était représenté par Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République.

● Vivien ATAKPABEM

L'Assemblée générale a décidé d'organiser la 5ème Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés du 23 au 27 janvier 2022 à Doha, au Qatar. Cette conférence sera l'occasion d'adopter un nouveau programme d'action sur 10 ans pour les PMA qui sera crucial pour réaliser le droit au développement dans ces pays. En attendant cette conférence, la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdi) et le Bureau du Haut Représentant des Nations unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits Etats insulaires en développement (UN-OHRLS) en collaboration avec la France et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont organisé le 8 décembre 2021, une réunion de haut niveau portant sur le thème « Cinquante ans de Pays moins avancés : logique et impact d'un traitement international différencié » à laquelle a pris part Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République et d'éminentes personnalités. Dans un panel de haut niveau portant sur « la réduction des handicaps structurels hier, aujourd'hui et demain », la Ministre San-



● Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République.

dra Ablamba Johnson a mené des réflexions autour de la thématique « Dans quelle mesure l'appartenance à la catégorie PMA a-t-elle permis de réduire les handicaps structurels des PMA et comment les mesures de soutien international peuvent-elles être améliorées ? » madame le Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République a dans son développement, présenté les avancées contrastées des Pays les moins avancés (PMA). En effet, ces Etats sont caractérisés non seulement par une augmentation de la production de richesses et du Produit intérieur brut (PIB), mais aussi par une vulnérabilité et un ralentissement des progrès en matière de transformation structurelle et de capacité productive. Malgré ces caractéristiques communes, certains pays comme le Togo font bonne figure en matière de développement économique

et social avec des perspectives encourageantes. Elle a plaidé pour une nouvelle génération de mesures de soutiens internationales pour permettre aux PMA de faire face aux effets persistants de la crise sanitaire liée au coronavirus. Elle a formulé à cet effet des propositions pertinentes pour une meilleure adaptation de l'aide internationale pour surmonter les handicaps des Pays les moins avancés (PMA). Il s'agit notamment de l'augmentation du financement destiné aux PMA, l'augmentation des financements du secteur privé, l'amélioration de l'accès des pays en développement aux vaccins contre la Covid-19 et aux infrastructures sanitaires, de la dynamisation des partenariats pour renforcer les capacités des PMA ainsi que la réallocation des Droits de tirage spéciaux (DTS) pour soutenir la relance des économies africaines et l'accès universel aux vaccins.

AUX DECIDEURS...

Intelligence artificielle, avantages et inconvénients

L'intelligence artificielle a le potentiel de contribuer à la résolution de certains des problèmes les plus insolubles de notre temps. Les exemples incluent le changement climatique et les pandémies.

L'intelligence artificielle fonctionne sur la base d'ensembles de données massifs à partir desquels des algorithmes sont programmés pour discerner des modèles. Ces modèles peuvent être utilisés pour déduire de nouvelles informations et également prédire le comportement et les résultats. De plus en plus, l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique sont utilisés pour remplacer les décisions humaines par une prise de décision automatisée au nom des humains. C'est souvent dans des domaines qui peuvent avoir un impact significatif sur la vie des gens. Accédez à des prêts ou même accédez à un pays.

Pourtant, tout se passe dans une boîte noire à laquelle même le concepteur de l'algorithme n'a peut-être pas accès, il est donc important de décider de ce qui va dans la boîte.

Les grandes entreprises technologiques, les agences multilatérales et les banques de développement ont largement exploité le potentiel de l'intelligence artificielle pour faire progresser la croissance économique et le développement national.

La pandémie de COVID-19 a également mis en évidence l'énorme valeur des données publiques et la valeur potentielle de la combinaison des données publiques et privées pour faire face aux crises de santé publique et aux catastrophes.

Pourtant, on s'inquiète de plus en plus de la répartition inégale des opportunités et des inconvénients associés à l'intelligence artificielle.

L'utilisation croissante de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique dans la prise de décision publique soulève des questions cruciales concernant l'équité et les droits de l'homme.

À l'échelle mondiale, l'intelligence artificielle constitue également un risque pour les progrès réalisés vers l'égalité des sexes. Les histoires abondent de systèmes d'intelligence artificielle biaisés contre les femmes et les minorités de genre.

La plupart des initiatives présentent des solutions techniques aux problèmes sociaux et politiques. Cela signifie qu'ils sont développés en dehors du cadre des droits de l'homme. Ce sont aussi en grande partie des initiatives du Nord global, avec une participation multipartite limitée du Sud global.

Il existe des cadres de données basés sur les droits qui informent le développement de l'intelligence artificielle. Il s'agit notamment du règlement général de l'Union européenne sur la protection des données. Mais ils ont tendance à se concentrer principalement sur la première génération ou les droits fondamentaux, tels que la vie privée.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la nécessité de réguler les données dans l'intérêt collectif ou le bien commun. Cela ne signifie pas qu'il faille renoncer au droit à la vie privée.

L'intérêt collectif concerne également la gouvernance des données dans le contexte de groupes ou de communautés identifiables où la conséquence potentielle de l'identification individuelle entraîne l'exposition de l'identité collective.

La littérature et la pratique de la gouvernance des données ont été principalement considérées et entreprises dans cette perspective réglementaire négative. En d'autres termes, en mettant l'accent sur le respect de la protection des données et de la cybersécurité et des sanctions en cas de violation.

C'est une condition nécessaire à l'intelligence artificielle. Mais ce n'est pas suffisant. De nombreux domaines de la gouvernance des données nécessitent une intervention positive. Les exemples incluent l'accès aux données, leur facilité d'utilisation et leur intégrité si elles doivent traiter des questions d'inclusion, d'égalité, de réparation et de justice sociale.

L'indice mondial répond au besoin d'une norme inclusive et mesurable qui complète la compréhension en évolution rapide de ce que signifie une intelligence artificielle responsable dans la pratique. Il encourage et suit également la mise en œuvre des principes de gouvernance par les acteurs concernés.

Le Global Index suivra la mise en œuvre des principes d'IA responsable dans plus de 120 pays. Un réseau international de chercheurs indépendants sera établi pour évaluer dans quelle mesure les principes sont appliqués. Il collectera également des données primaires et secondaires sur les indicateurs clés d'une intelligence artificielle responsable.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Changement de dénomination sociale d'une banque

La BTCI devient IB Bank Togo

La Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI) change de nom et devrait s'appeler « International Business Bank Togo » (IB Bank Togo), apprend-on de source officielle. Ce changement de dénomination fait suite à l'arrivée d'un nouvel actionnaire majoritaire, la compagnie financière IB Holding.

• Joël YANCLO

Le gouvernement autorise le changement de nom de la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI). L'information émane du site d'information officielle, republiquetogolaise.com, ce lundi 13 décembre 2021. Ainsi, la BTCI devrait s'appeler « International Business Bank Togo » (IB Bank Togo). Le ministre de l'économie et des finances, Sani Yaya, a en effet donné il y a quelques semaines, via un arrêté, son autorisation préalable pour le changement de la dénomination sociale de la banque, indique la source. La modification de la structure de l'actionariat de

l'ex-BTCI est également approuvée, avec 90% de parts détenus par IB Holding, et les 10% restants par l'Etat togolais. Si le nouvel actionnaire s'est engagé à mettre à la disposition, au cours de l'année 2023, une enveloppe de 10 milliards FCFA sous la forme de compte courant d'actionnaire bloqué, ses dirigeants devront néanmoins, précise Sani Yaya, finaliser au plus tard le 31 décembre prochain, les deux augmentations de capital annoncées pour un montant de 20 milliards FCFA. Ce qui portera ce dernier de 7 à 27 milliards FCFA. Les responsables de IB Holding devront en outre parachever le processus de transferts des participations à la holding, notamment



celles de IB Burkina au plus tard dans six mois, au 30 juin 2022. Enfin, il est attendu de leur part, une ouverture du capital à « d'autres investisseurs disposant de la capacité financière pour l'accom-

pagner dans sa stratégie ». Pour rappel, le gouvernement togolais avait annoncé le mercredi 11 août 2021, avoir adopté un projet de décret fixant les modalités et le prix de cession d'une partie des

actions de l'Etat dans le capital social de la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI), une des deux banques publiques encore sur le marché. « Dans sa volonté de nouer des partenariats avec le secteur privé pour accélérer la croissance économique, le gouvernement a engagé un processus de cession d'une partie de ses actions dans le capital social de la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie. C'est dans ce cadre que conformément aux dispositions légales, une commission d'évaluation des privatisations (COMEP) a été mise en place afin de procéder à l'évaluation de ladite société, de donner son avis sur le projet de cession

et de proposer le juste prix », avait renseigné le gouvernement. Le décret, poursuit la même source, permet la poursuite du processus de cession d'une partie des actions détenues par l'Etat à la société de droit togolais IB Holding, une entité du groupe IB Holding appartenant au Burkinabé Mahamadou Bonkougou. Selon le gouvernement, cette société a été retenue sur les 5 soumissionnaires à l'issue de l'appel d'offres ouvert à cet effet. A terme, le gouvernement conservera 10% du capital de la banque. Et seule l'Union togolaise de banque (UTB) restera dans le giron de l'état, sur les 4 qui avaient été mises en vente depuis bientôt 10 années.



Le paiement différé

Quelles technologies et quel impact en Afrique ?

Selon une étude de Coherent Market Insights publiée en 2020, le marché du paiement différé (BNPL) va croître de 21,2 %, chaque année entre 2020 et 2027, pour atteindre 33,6 milliards \$. Pourtant, ce marché est embryonnaire en Afrique malgré la présence d'importantes fintech sur le continent.

Le paiement différé ou Buy Now, Pay Later (BNPL) est une pratique de psychologie appliquée pour stimuler la consommation des produits dans les commerces physiques ou électroniques. Cette pratique est très peu répandue en Afrique à cause de divers problèmes, mais l'exclusion financière se retrouve en pole position. Néanmoins, elle peut devenir la nouvelle niche des fintech africaines avec la mise en place de systèmes pour favoriser l'inclusion financière des populations.

Comment ça marche ?

Comme son nom l'indique, le paiement différé consiste à payer plus tard un produit acheté aujourd'hui. Le paiement s'effectue en général sur une période donnée et

de façon échelonnée. Les fournisseurs de ces services signent des partenariats avec plusieurs marchands pour donner la possibilité aux utilisateurs d'avoir accès à un large éventail de produits. Par exemple, l'achat d'un gadget technologique à 100 000 XOF (172 USD) peut revenir à payer une mensualité de 25 000 XOF pendant quatre mois. C'est une façon de faciliter l'acquisition d'un bien sans pour autant se retrouver sur la paille à cause de son paiement. Cette méthode, en vogue depuis la crise économique de 2008, est encore largement absente ou à un stade embryonnaire en Afrique.

Des start-up qui opèrent dans le secteur en Afrique

Malgré une popularité moindre, il existe plusieurs



solutions de paiement différé sur le continent. Au Nigeria, la fintech Carbon a lancé en octobre CarbonZero, une solution de paiement différé qui permet de payer 25 % du prix d'un produit et d'échelonner le reste du montant en quatre versements sur six semaines. En Egypte, Shahry propose également ce type de service. Ce fournisseur de services de paiement différé a été lancé

par les fondateurs de Yaoota, une plateforme de commerce en ligne du pays. Contrairement à Carbon, Shahry ne demande pas le versement d'une partie du montant à l'achat. L'utilisateur fera plutôt une demande de crédit via l'application mobile, ce qui lui permettra, une fois le crédit accordé, d'effectuer des achats sur plateforme de commerce en ligne Souq. Outre ces acteurs, on peut

également citer PayFlex, M-Kopa, CredPal ou encore CDCare qui opèrent sur le continent.

Quel impact sur le continent ?

Le paiement différé va prendre de l'ampleur sur le continent. Des géants mondiaux essaient déjà de se frayer un chemin pour s'im-

planter sur le marché africain, inexploité malgré un grand potentiel. Par exemple en septembre dernier, Zip, le fournisseur australien de services de BNPL, a acquis le principal acteur sud-africain PayFlex. Zip est présent sur 12 marchés et veut faire de l'Afrique son nouveau terrain de jeu puisque la firme envisage déjà une expansion au Nigeria et en Egypte. Le paiement différé impacte positivement le chiffre d'affaires des commerçants puisqu'il permet aux consommateurs d'effectuer plus d'achats. En offrant des services sans paperasses, les start-ups spécialisées dans le secteur permettent aux consommateurs de réaliser des achats en anticipant sur les rentrées d'argent et surtout de faire face aux imprévus en se souciant moins de la liquidité disponible.

Avec Agence Ecofin

Emission de fonds commun de titrisation de créances

Orabank Togo veut mobiliser 25 milliards de FCFA

Les responsables d'Orabank Togo ont lancé une opération de titrisation de créances portant sur un montant total de 25 milliards de francs CFA le vendredi 10 décembre 2021 à Lomé.

• Bernard AFAWOUBO

Dans l'optique d'augmenter sa capacité de financement afin de répondre aux besoins de développement du marché togolais et celui de la zone UEMOA, les responsables d'Orabank Togo ont lancé une opération de titrisation de créances qui se déroulera du 8 au 21 décembre 2021. Un appel public à l'épargne a été ouvert le 8 décembre dernier et ce jusqu'au 21 décembre prochain à tout investisseur, personne physique ou morale résidant dans la zone UEMOA ou à l'étranger. Orabank Togo entend orienter les fonds qui seront levés à destination des Petites et Moyennes Entreprises (PME). Afin d'accroître l'impact social de la banque dans les domaines de l'inclusion financière et de la lutte contre la pauvreté, les financements accorderont une place importante aux PME dirigées par les femmes. A en croire, Guy Martial Awona, directeur général d'Orabank Togo, cette opération marque la volonté de son institution de diversifier ses sources de financement pour soutenir l'économie togolaise. « Nous nous inscrivons ainsi aux côtés du gouvernement togolais pour relever le défi du financement du développement durable dans le cadre du Plan National de Développement (PND) lancé depuis 2018 », a-t-il indiqué. « Ces montages permettent aux établissements financiers de diversifier leurs sources de financement, d'alléger leurs obligations réglementaires et leur bilan pour, in fine, prêter plus aux entreprises. Ils offrent également une diversité du coût rendement risque à même de répondre à



différents profils d'investisseurs" a indiqué Serge Diop, Administrateur, Directeur général de Africa Link Capital Structuration. Premier acteur bancaire sur la place du Togo à avoir recours à ce type d'opération autorisée depuis le règlement UEMOA de 2010, le Fonds Commun de Titrisation de Créances (FCTC) Orabank 7% 2021-2026 a obtenu l'agrément du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) le 25 novembre 2021 sous le numéro FCTC/2021-02/CO-01-2021. Cette émission FCTC Orabank 7% 2021-2026 se compose de 2.500.000 d'obligations d'une valeur nominale de 10.000 F CFA avec une maturité de 5 ans (60 mois) et un taux de rendement annuel de 7%. Le FCTC Orabank 7% 2021-2026 sera géré par Africa Link Capital Titrisation, société de gestion de FCTC et leader sur le marché de l'UEMOA en la matière. Le syndicat de placement est constitué de l'ensemble des SGI de la zone et a pour chef de file le consortium constitué des SGI NSIA Finance et SGI Togo. Pour rappel, « ORABANK TOGO » est l'une des filiales d'Oragroup, un groupe

bancaire panafricain présent dans 12 pays et 4 zones monétaires en Afrique de l'Ouest et Centrale. Avec un portefeuille clientèle de plus de 300 000 comptes, Orabank Togo accompagne la croissance de ses clients en s'appuyant sur un effectif de 464 collaborateurs, un réseau de 40 agences, 230 sous-agents de transferts rapides d'argent, 87 distributeurs automatiques de billets et sur un ensemble de dispositifs omni canal innovant (internet, mobile et plateformes de services). Pour ce qui concerne « AFRICA LINK CAPITAL GROUP (ALC) », c'est un groupe qui opère depuis 2006 et est spécialisé dans les métiers de la Banque d'Affaires et de la Titrisation (structuration et gestion de Fonds Communs de Titrisation de Créances « FCTC »). Il a conclu plusieurs transactions pour le compte de gouvernements, d'entreprises publiques et privées opérant dans divers secteurs d'activités (énergie, transport, services financiers, agro-industrie, télécommunication, infrastructures, immobilier, etc.).



Fourniture d'énergie décentralisée

De l'électricité pour 10 000 habitants de localités rurales

Le Togo et l'Allemagne viennent de conclure un nouveau mécanisme d'électrification rurale au profit d'au moins 10 000 habitants de localités rurales. Ceci, à travers un nouveau mécanisme de fourniture d'énergie décentralisée.

• Nicole ESSO

Le gouvernement togolais et l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) ont signé le mercredi 08 décembre 2021, une convention de subvention portant sur un nouveau mécanisme de fourniture d'énergie décentralisée. L'accord, paraphé par la ministre déléguée chargée de l'énergie, Mila Aziabile et l'ambassadeur allemand, Matthias Veltin, concerne l'Initiative des villages autonomes en énergie (IVAE). Ce projet, financé à hauteur de 540 millions FCFA (825 000 euros), est l'une des composantes du projet 'ProEnergie', porté par le gouvernement dans le cadre de la stratégie nationale d'électrification. De façon concrète, il permettra de mettre en place des systèmes de mini-réseau dans certaines localités identifiées quelques mois plus tôt. Cette initiative vient s'ajouter à celles déjà déployées (Cizo notamment) afin de réduire le gap encore existant en matière d'accès à l'énergie en milieu rural. Il y a quelques semaines, le gouvernement a créé un fonds pour faciliter et accélérer l'accès universel à l'électricité. Au Togo, le gouvernement



entend garantir à l'horizon 2030 un accès universel à des services énergétiques fiables, durables, modernes et à un coût abordable. Pour réaliser cette ambition, il a été créé le 27 novembre 2021 en Conseil des ministres, le « Fonds Tinga » dont le mécanisme vise à offrir des subventions remboursables aux populations à faible revenu afin de leur faciliter l'accès aux réseaux électriques. Le « Fonds Tinga » permettra de couvrir notamment les frais de branchement au réseau national de distribution de l'énergie électrique basse tension ou à un mini-réseau basse tension, les coûts de réalisation des travaux d'installations électriques intérieures basse tension ainsi que l'acquisition des équipements électriques nécessaires et des kits solaires. Le «

Fonds Tinga » vient en complément à d'autres initiatives en cours telles que le projet Cizo, une initiative présidentielle d'électrification rurale à base de kit solaire individuel et la mise en service de la centrale photovoltaïque de Blitta (50MW), de la centrale thermique Kékéli de Lomé (65MW) et des mini-centrales solaires à Bavou (Ogou), Assoukoko (Blitta), Takpapiéni (Oti-Sud) et Koutoum (Bassar) pour production globale de 600 Kilowatts Crêtes (kWc) et du Contour Global (100MW). La mise en place du Fonds Tinga intervient au lendemain de la signature d'un accord de subvention pour l'électrification urbaine et semi-urbaine entre le Togo et l'Union européenne (UE) dans le cadre du Programme d'extension des réseaux électriques des centres urbains du Togo (PE-RECUT).



Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



25 ANS D'ÉVOLUTION

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CÉLÉBRATION DES 25 ANS DES STRUCTURES CENTRALES DU MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL DE L'UEMOA

BRVM ET DC/BR, 25 ANS DE PROGRÈS ET D'ÉVOLUTION

Abidjan, lundi 13 décembre 2021 – Les Structures centrales du Marché Financier Régional de l'UEMOA, la Bourse régionale des Valeurs mobilières (BRVM) et le Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR), célèbrent les 25 années de leur création ce **samedi 18 décembre 2021** à Cotonou (Bénin), leur ville de création.

Après 25 ans d'existence, la BRVM et le DC/BR sont à la fois un succès économique, politique, institutionnel et technique. En 25 ans, ils ont franchi plusieurs caps opérationnels majeurs notamment le démarrage de la Cotation Electronique Décentralisée (1999), le passage à la Cotation Quotidienne (2001) ; le passage des délais de Règlement/Livraison de T+5 à T+3 (2007) ; le passage de la Cotation au Fixing à la Cotation en Continu (2013) et désormais à la Bourse en ligne (2020).

Aujourd'hui, la BRVM est intégrée aux indices MSCI et S&P Dow Jones et dispose d'un indice (Standalone) dédié au Marché Financier Régional créé par la société de services financiers Morgan Stanley Capital International (MSCI). La BRVM a intégré le 27 mai 2021, le World Federation of Exchanges (WFE) en qualité de membre à part entière.

Par ailleurs, depuis 2017, la BRVM a ouvert sa cote aux Petites et Moyennes Entreprises et aux entreprises à fort potentiel de croissance par la création de son Troisième Compartiment qui leur est dédié avec la mise en place du Programme Elite BRVM Lounge. Forts de 46 sociétés cotées et 95 lignes obligataires, la BRVM et le DC/BR contribuent à l'amélioration du financement à long terme des économies des pays de l'UEMOA.

Afin de marquer cet anniversaire, deux panels se tiendront à Cotonou au Bénin, le **samedi 18 décembre 2021** :

- **UN PANEL PRÉSIDENTIEL** avec Son Excellence Monsieur Patrice TALON, Président de la République du Bénin, qui donnera sa vision sur « Les défis du financement des économies africaines ».
- **UN PANEL DE HAUT NIVEAU** avec Messieurs Sani YAYA, Président du Conseil des Ministres de l'UEMOA ; Romuald WADAGNI, Ministre d'Etat, ministre l'Economie et des Finances du Bénin ; Abdoulaye DIOP, Président de la Commission de l'UEMOA ; Serge EKUE, Président de la BOAD ; Badanam PATOKI, Président du CREPMF et Parfait KOUASSI, Président des Conseils d'Administration de la BRVM et du DC/BR. Ce panel portera sur le thème : « Bilan de l'évolution du Marché Financier Régional de l'UEMOA et attentes pour un meilleur financement à long terme des économies de l'Union ».

À PROPOS DE LA BRVM

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est une bourse électronique parfaitement intégrée commune à 8 pays de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Outre les titres de participations (actions), la BRVM propose l'émission et la négociation des titres de créance (obligations). La BRVM offre aux investisseurs un environnement boursier de classe mondiale avec des systèmes de cotation et de règlement des transactions à la fine pointe de la technologie. La BRVM est membre de l'African Securities Exchanges Association (ASEA). Elle est désormais classée dans la catégorie des marchés frontières.

À PROPOS DU DC/BR

Le Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) est le Dépositaire Central des titres sur le Marché Financier Régional de l'UEMOA. Il assure la centralisation de la conservation des valeurs mobilières pour ses adhérents, la bonne fin des opérations de règlement/livraison à la suite des opérations en bourse ainsi que le paiement des événements sur valeur. En tant que membre à part entière de l'Association of National Numbering Agency (ANNA), il assure la codification des valeurs mobilières dans l'UEMOA.



CONTACTS PRESSE :

BRVM : Baleir Pacome Kouassi = bpkouassi@brvm.org | **Ladili Consulting** : Myriam Toguyeni = myt@ladili-consulting.com

Nomination à la BAD

Kevin Chika Urama prend un poste important

La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé le 8 décembre 2021, la nomination du professeur Kevin Chika URAMA au poste d'économiste en chef et vice-président par intérim du Complexe gouvernance économique et gestion des connaissances, à compter du 1er octobre 2021.



● Eyram AKAKPO

Le professeur Urama occupait le poste de responsable (OIC) économiste en chef et vice-président du Complexe gouvernance économique et gestion des connaissances du Groupe de la Banque depuis le 15 mars 2021. Il est également directeur principal de l'Institut africain de développement à la Banque. De nationalité britannique, il possède plus de 29 années d'expérience à l'échelle africaine et mondiale en matière de politique économique et de gestion des connaissances. Le professeur Urama est aussi membre de l'Académie africaine des sciences,

professeur distingué de l'université du Nigeria, professeur distingué exceptionnel à l'École de leadership public de l'université de Stellenbosch (Afrique du Sud), et professeur adjoint à l'école de politique publique et d'affaires internationales Sir Walter Murdoch de l'Université Murdoch (Australie). Il a été professeur invité au Département des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des politiques publiques de l'University College de Londres et premier président de la Société africaine d'économie écologique. Avant de rejoindre la Banque africaine de développement, Kevin Urama a été le premier directeur général du Quantum

Global Research Lab établi à Zug (Suisse) ; directeur exécutif de l'African Technology Policy Studies Network (ATPS) à Nairobi (Kenya) ; directeur du Département recherche et formation d'ATPS et chargé de recherche supérieur au Macaulay Land Use Research Institute, à Aberdeen (Royaume-Uni). « Je suis honoré de la confiance placée en moi à travers cette nomination. Je ferai de mon mieux pour servir la Banque et ses pays membres dans ce rôle, tandis que nous continuons à bâtir des économies plus inclusives, résilientes et durables sur l'ensemble du continent », a déclaré le professeur Urama après sa nomination.

Côte d'Ivoire

Les collectivités locales bientôt outillées à l'autofinancement

« La plus belle commune », une initiative citoyenne mise en place pour aider les collectivités locales ivoiriennes à être financièrement autonomes a organisé une table ronde autour du thème : « Marché des capitaux de l'UEMOA et financement des collectivités en Côte d'Ivoire ».

En Côte d'Ivoire à l'instar de la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, les collectivités locales sont totalement tributaires du financement des pouvoirs publics. Et bien souvent les budgets alloués sont en deçà des besoins des populations. Pour pallier à cela, une initiative dénommée « La Plus belle commune » s'est mise en place et s'est assignée comme missions « la recherche de financements solidaires, le conseil financier aux élus locaux, le lobbying et l'évaluation des initiatives citoyennes locales au service de la communauté ». Selon Mariam Cissé Ellogne, présidente du comité « La plus belle commune », le programme mis en place vise à responsabiliser sur les meilleures pratiques, également évaluer et récompenser



des initiatives citoyennes locales. Pour le lancement de ses activités, le comité a organisé une table ronde autour du thème « Marché des capitaux de l'UEMOA et Financement des collectivités en Côte d'Ivoire ». Le panel animé par Louis Speet Amédée, directeur général de la Fédération nationale des industries et services de Côte d'Ivoire, a instruit sur les financements disponibles pour accompagner les collec-

tivités locales et la possibilité d'avoir recours à la garantie de l'Etat dans le cadre de l'emprunt en vue de renforcer le mécanisme de sécurités. Les intervenants ont également ébauché des solutions portant aussi bien sur la gestion et la planification budgétaire que sur les instruments disponibles pour développer et pérenniser des ressources financières propres aux collectivités.

Avec financialafrik.com

Narration en Afrique

Africa No Filter et Meta vont améliorer la réalité virtuelle

Africa No Filter, une organisation de changement narratif, et le géant américain des réseaux sociaux Meta ont annoncé un partenariat pour lancer le programme « Future Africa : Telling Stories, Building Worlds ».

Il vise à stimuler l'utilisation de la réalité virtuelle dans la narration en Afrique et correspond bien aux objectifs des deux partenaires. « Future Africa: Telling Stories, Building Worlds » fait partie de l'accent mis par Meta sur les technologies immersives et des investissements d'Africa No Filter dans une narration innovante qui change les stéréotypes négatifs sur l'Afrique. En soutenant les conteurs de réalité étendue pour développer un contenu nouveau et convaincant sur l'Afrique, le programme fournira des



subventions et un mentorat. Moky Makura, directeur exécutif d'Africa No Filter, a indiqué : « La réalité virtuelle a le potentiel de faire passer la narration à un autre niveau. Dans ce nouveau métavers, le public ne se contente pas

de regarder une histoire se dérouler, il y vit. C'est une opportunité pour les créateurs de contenu africains de repousser les limites de leur créativité et de leur innovation. »

Avec afriqueitnews.com

Administrations africaines

Le CAMPC décerne ses premiers diplômes

Une cinquantaine d'années après sa création, le Centre africain de management et de perfectionnement des cadres (Campc) a célébré ses premiers diplômés le 9 décembre 2021 à Abidjan en Côte d'Ivoire, en marge de la 36ème session ordinaire de son conseil d'administration.

C'est au CAMPC que se joue le destin de nos Etats en matière de formation. Ces propos sont de Mme Ataka Zaharathou Aboubacar, ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative du Niger et présidente du Conseil d'Administration du Centre africain de management et de perfectionnement des cadres (CAMPC) qui célébrait ses premiers diplômés le 9 décembre dernier à Abidjan. En effet, depuis 2018, le CAMPC jusque-là spécialisé dans le renforcement de capacités des cadres africains a ajouté la formation diplômante à son portefeuille d'actions. Le 9 décembre dernier, en marge de la 36ème session ordinaire de son Conseil d'administration, cette institution panafricaine forte de 6 Etats membres a célébré ses premiers diplômés au cours d'une cérémonie dénommée



« Les Awards du CAMPC ». Ce sont au total 125 auditeurs des années 2018, 2019 et 2020 « venus de toute l'Afrique » qui ont officiellement reçu leur parchemin de fin de cycle dans les filières de Management des organisations, Diplomatie, Qualité-Sécurité-Environnement, Management des projets, Management des ressources humaines. Selon le Pr Joseph Kaudjhis, directeur général du CAMPC, la particularité d'un diplômé de ce centre,

c'est qu'« il n'a pas besoin de recyclage parce que ce que nous faisons est basé sur l'entreprise ». Ces 125 auditeurs qui étaient déjà en situation d'emploi sont donc désormais outillés au niveau académique et professionnel pour une promotion ou une réorientation professionnelle dans les administrations publiques ou privées de leurs pays respectifs.

Avec financialafrik.com

Cybersécurité

Exclusive Networks acquiert Networks Unlimited

Exclusive Networks est un spécialiste mondial de la cybersécurité pour les infrastructures numériques. Il a déboursé un montant non divulgué pour finaliser l'acquisition du distributeur sud-africain spécialisé en cybersécurité Networks Unlimited.

Ce dernier exerce également des activités au Kenya et à Maurice, et traite avec des partenaires dans 38 pays africains au total. Dans un communiqué récemment publié, on apprend que l'accord renforcerait la présence d'Exclusive Networks en Afrique subsaharienne, étendrait son empreinte mondiale « en offrant

de nouvelles opportunités aux partenaires-fournisseurs et revendeurs à la fois dans la région et dans le monde ». Jesper Trolle, son CEO, a qualifié l'acquisition de parfaite. « C'est l'acquisition parfaite pour nous en Afrique – je suis ravi d'accueillir Networks Unlimited dans la famille mondiale exclusive et je pense que cela apporte

une multitude d'avantages et d'opportunités à tous nos partenaires. Il existe de fortes synergies dans nos cultures, nos propositions de valeur et nos portefeuilles de fournisseurs, qui étendent nos partenariats mondiaux avec Fortinet, SentinelOne, F5 et bien d'autres.

Avec afriqueitnews.com

BRVM 10	147,64
Variation Jour	-1,70 %
Variation annuelle	12,81 %



BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE

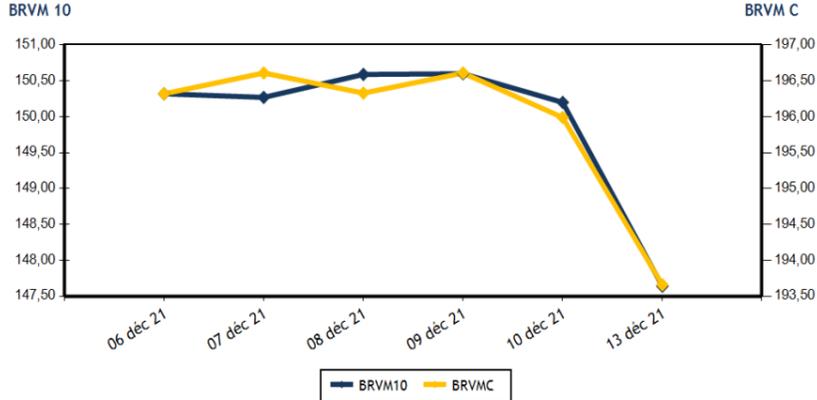
N° 238

lundi 13 décembre 2021

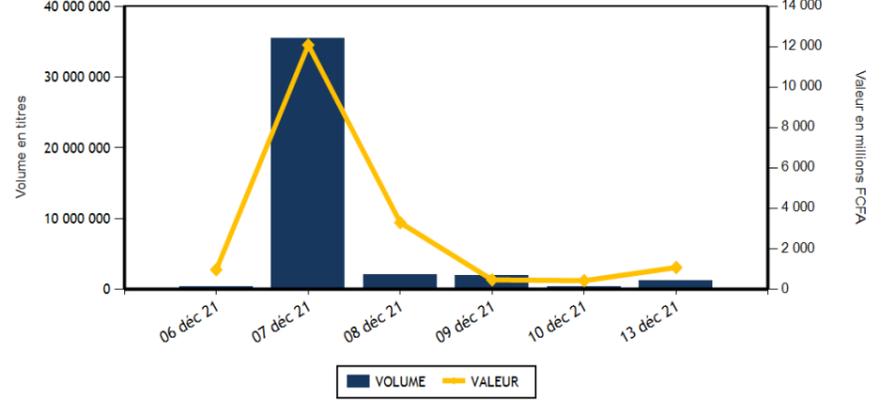
Site : www.brvm.org

BRVM Composite	193,66
Variation Jour	-1,19 %
Variation annuelle	33,22 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 826 171 926 701	-1,18 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 193 755	209,98 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 064 739 649	259,54 %
Nombre de titres transigés	41	2,50 %
Nombre de titres en hausse	10	-16,67 %
Nombre de titres en baisse	18	5,88 %
Nombre de titres inchangés	13	18,18 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 080 495 385 842	-0,16 %
Volume échangé	1 022	-91,94 %
Valeur transigée (FCFA)	9 292 400	-92,68 %
Nombre de titres transigés	11	83,33 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	4	
Nombre de titres inchangés	7	75,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	4 745	7,47 %	285,77 %
SICABLE CI (CABC)	1 200	4,35 %	18,81 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 650	2,17 %	2,48 %
BERNABE CI (BNBC)	2 295	2,00 %	282,50 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	9 150	1,67 %	12,96 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	555	-7,50 %	98,21 %
SOGB CI (SOGC)	4 650	-7,00 %	97,87 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	10 305	-6,28 %	27,30 %
SOE CI (SDCC)	4 200	-3,45 %	40,47 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	4 800	-2,93 %	23,23 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	104,19	0,18 %	187,42 %	55 757	109 998 670	21,51
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	436,88	-1,31 %	6,43 %	52 986	381 728 830	7,62
BRVM - FINANCES	15	71,94	-1,29 %	19,92 %	1 079 284	558 934 114	13,88
BRVM - TRANSPORT	2	577,97	-0,62 %	52,62 %	90	214 650	9,65
BRVM - AGRICULTURE	5	232,63	-2,69 %	168,81 %	2 676	9 858 005	14,72
BRVM - DISTRIBUTION	7	424,24	-1,06 %	87,36 %	2 642	3 777 780	27,12
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	876,06	1,43 %	153,57 %	320	227 600	4,11
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,88	
Taux de rendement moyen du marché	6,20	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,69	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	485 942,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 785 313 935,63	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	15,95	
Ratio moyen de satisfaction	79,86	
Ratio moyen de tendance	500,66	
Ratio moyen de couverture	19,97	
Taux de rotation moyen du marché	0,11	
Prime de risque du marché	1,30	
Nombre de SGI participantes	29	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Dubai

Les Émirats arabes unis passent au week-end de samedi-dimanche

Le pays du Golfe est le premier de la région à opter pour les mêmes jours de congé que l'Europe et l'Asie, afin de faciliter les échanges commerciaux et financiers avec le reste du monde.

Les Émirats arabes unis ont décidé de faire passer leur week-end de vendredi-samedi à samedi-dimanche et d'instaurer une semaine de travail de quatre jours et demi, dans un souci notamment de compétitivité, a rapporté mardi l'agence de presse officielle WAM. La décision de l'un des pays les plus riches et influents du Golfe a été prise pour des considérations économiques. «La nouvelle semaine de travail permettra aux Émirats arabes unis de mieux s'aligner avec les marchés internationaux», indique l'agence WAM.



• Les Émirats arabes unis (ici Dubai), avaient jusqu'à présent le week-end du vendredi au samedi, comme dans plusieurs autres pays majoritairement musulmans. REUTERS

Semaine de 4,5 jours

«Cela assurera une fluidité dans les transactions financières, commerciales et économiques avec les pays qui suivent le week-end du samedi-dimanche, renforçant les opportunités pour des milliers d'entreprises internationales basées aux Émirats», a-t-elle ajouté, précisant que cela permettra ainsi «d'augmenter les performances en matière de compétitivité» du pays. L'agence a en outre expliqué que le week-end étendu entraine «dans le cadre des efforts du gouvernement des Émirats pour améliorer l'équilibre entre le travail et la vie personnelle ainsi que

le bien-être dans la société.» La nouvelle semaine de travail sera obligatoire pour le secteur public à partir de janvier. Le week-end commencera alors à midi le vendredi, la grande prière hebdomadaire débutant après 13h, et s'achèvera le dimanche soir.

Alignement avec l'Europe et l'Asie

Scott Livermore, économiste en chef à Oxford Economics Middle East, un centre d'analyse britannique, estime que le secteur privé, qui est libre de choisir sa semaine de travail, devrait suivre le secteur public. «L'alignement avec l'Europe et l'Asie aidera les activités orientées

à l'international, qui constituent un secteur important de l'économie, et pourrait attirer des investissements», a-t-il dit à l'AFP. «Cependant, une semaine de travail plus courte présente des défis en termes de gestion des coûts de production, même si c'est prouvé qu'une semaine de travail plus courte améliore la productivité.» Selon l'agence WAM, les Émirats arabes unis sont «le premier pays au monde à introduire une semaine de travail plus courte que les cinq jours», en vigueur ailleurs. Ce sera en outre le seul pays du Golfe avec un week-end le samedi-dimanche.

(AFP)

Investissements

L'Allemagne prévoit 60 milliards supplémentaires pour le climat

Vendredi, le gouvernement allemand a annoncé délier les cordons de la Bourse pour des investissements d'avenir dans le domaine de l'environnement.

Le gouvernement allemand veut débloquer dès cette année «60 milliards d'euros» (quelque 62 milliards de francs) de fonds publics pour financer des «investissements d'avenir», afin notamment d'atteindre les objectifs climatiques de la nouvelle coalition, a indiqué vendredi, le ministre des Finances, Christian Lindner. Ces fonds seront prélevés sur «une partie» des nouvelles dettes contractées au titre du budget 2021 pour faire face à la pandémie de coronavirus, mais n'ayant «pas été utilisés», a déclaré le ministre appartenant au parti libéral FDP, entré en fonction mercredi.

Somme record

Pour faire face à la pandémie de coronavirus, le Parlement allemand avait autorisé en début d'année le gouvernement à emprunter



240,2 milliards d'euros, un record dans un pays habitué à la sobriété budgétaire. Mais Berlin n'aura finalement pas besoin de tous ces fonds, destinés à financer les dispositifs d'aides aux entreprises et de chômage partiel, même si le pays est actuellement confronté à une forte résurgence de l'épidémie. C'est pourquoi le gouvernement du nouveau chancelier Olaf Scholz veut utiliser l'argent restant pour investir massivement dans la transition énergétique et la numérisation de l'économie alle-

mande. Un projet de finance rectificatif sera dans ce but présenté dès lundi, en conseil des ministres, a déclaré Christian Lindner, lors d'une conférence de presse. Les premiers pas de cet adepte de l'orthodoxie budgétaire au ministère des Finances, un poste stratégique, sont particulièrement scrutés alors que la question des dépenses a été l'un des points de friction des négociations pour former la coalition.

(AFP)

Abus de position dominante

L'Italie inflige une gigantesque amende à Amazon

Rome a infligé jeudi une amende de 1,1 milliard d'euros au géant américain de l'e-commerce pour avoir discriminé des vendeurs qui n'avaient pas eu recours à son service logistique.

C'est l'une des plus importantes amendes pour des pratiques jugées anti-concurrentielles imposées par un pays à l'un des géants de la tech américain, dans le viseur de nombreuses autorités. Jeudi, le gendarme de la concurrence en Italie a infligé à Amazon une amende de 1,128 milliard d'euros pour «abus de position dominante» pour avoir discriminé des vendeurs qui n'avaient pas eu recours à son service logistique.

«Amazon a porté atteinte aux opérateurs concurrents dans le service logistique du commerce électronique», a constaté le gendarme de la concurrence en Italie dans un communiqué. Le géant américain de la distribution en ligne s'était déjà vu imposer une sanction de 68,7 millions d'euros en novembre pour infraction aux règles de la concurrence en restreignant l'accès à la plateforme Amazon de certains revendeurs de produits Apple. Ces deux sociétés ont également été sanctionnées en novembre en Italie pour l'utilisation indue de données de consommateurs.

Recours annoncé

Ce comportement est d'autant plus grave aux yeux de l'Antitrust italien qu'«au moins 70% des achats de produits électroniques grand public en Italie» se font sur Amazon. Interrogé par l'AFP, le groupe américain a exprimé son «profond désaccord» avec cette sanction, contre laquelle il présentera un recours.

Des vendeurs discriminés

La position dominante d'Amazon sur le marché ita-



• La société américaine a été sanctionnée en Italie pour «abus de position dominante». REUTERS

lien «lui a permis de favoriser son propre service logistique auprès des vendeurs actifs sur la plateforme Amazon.it au détriment des opérateurs concurrents», a jugé l'autorité italienne jeudi. Les vendeurs qui n'utilisent pas le service logistique d'Amazon sont exclus d'un «ensemble d'avantages essentiels pour obtenir une visibilité et de meilleures perspectives de vente», poursuit-elle.

De cette manière, le groupe américain «a porté préjudice aux prestataires logistiques de commerce électronique concurrents en les empêchant de se présenter aux vendeurs en ligne comme des prestataires de services de qualité comparable à la logistique d'Amazon», selon l'organisme de surveillance. Cette stratégie a «accru l'écart entre le pouvoir d'Amazon et celui de ses concurrents» sur le marché italien, ajoute-t-il.

Hausse des sanctions

Les pays de l'Union européenne ont multiplié ces derniers mois les sanctions financières contre les poids lourds américains et chinois du numérique, dans un souci de mieux réguler leurs activités. Les géants du numérique ont été à plusieurs reprises épinglés par la Commission

européenne pour des pratiques jugées anti-concurrentielles. Google a ainsi reçu de lourdes amendes de l'UE, d'un total cumulé de 8,25 milliards d'euros. Un comité clé du Parlement européen a adopté en novembre un projet de règlement sur les marchés numériques («Digital Markets Act», DMA) pour mieux réguler internet et mettre fin aux abus de pouvoir des géants du secteur.

Boom des ventes en ligne Amazon, qui surfe sur le boom du commerce en ligne depuis le début de la pandémie de Covid-19 mais peine à recruter à hauteur de ses besoins et à s'approvisionner, a dégagé 3,2 milliards de dollars de bénéfice net au troisième trimestre, inférieur aux attentes des investisseurs. Au deuxième trimestre, le groupe avait enregistré 7,8 milliards de dollars de bénéfice net, 48% de plus qu'il y a un an. Fin septembre, près d'1,5 million de personnes travaillaient pour Amazon dans le monde, soit 30% de plus qu'il y a un an, et la firme continue d'embaucher à tour de bras pour satisfaire la demande qui ne faiblit pas, malgré la levée des mesures de confinement dans de nombreux pays.

(AFP)

Europe

Piratage de musique, films et télévision en recul

Les programmes TV ont été les plus piratés l'année passée dans l'UE, alors que la consommation de contenus musicaux illégaux a drastiquement chuté.

Le piratage de musique, films et programmes de télévision a diminué de moitié dans l'Union européenne entre 2017 et 2020, selon une étude de l'Office européen pour la propriété intellectuelle (Euipo). Chaque internaute a accédé en moyenne 5,9 fois en 2020, contre 11,7 fois en 2017, selon cette étude. Les programmes télévisuels sont restés les plus piratés

en 2020, avec quatre accès par mois et par internaute en moyenne, un recul de 41% sur 2017. Viennent ensuite les films avec 0,9 accès par mois et par internaute en moyenne (soit une baisse de 68% sur 2017) et la musique à 0,5 fois par mois, le plus fort recul depuis 2017 (-81%). Les Lettons sont les plus enclins au piratage, avec 14 accès par mois, alors que les Polonais sont les plus respectueux du droit d'auteur, avec moins de

quatre fois par mois. «Encore beaucoup à faire» «Malgré la baisse positive et constante de la consommation de contenus piratés révélée dans l'étude, il reste encore beaucoup à faire pour lutter contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle en ligne», a commenté Christian Archambeau, le directeur exécutif de l'Euipo, cité dans le communiqué de presse.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Africa Investment Forum 2021	1-3 décembre 2021	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/africa-investment-forum-2021-accelerating-transformative-investments-africa-45978
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
Session du Comité intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts	6 - 10 Décembre 2021	Brazzaville, Congo	Email: akara@un.org , Tél. (237) 222 50 43 48
Session du Comité intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts d'Afrique Centrale	6 - 10 Décembre 2021	Brazzaville, Congo	akara@un.org Tél. (237) 222 50 43 48
Atelier de clôture de WISER panafricain	9 - 10 Décembre 2021	Nairobi, Kenya	Néant
Réunion du Comité du développement du secteur privé, de l'intégration régionale, du commerce, de l'infrastructure, de l'industrie et de la technologie	9 - 10 Décembre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/d%C3%A9veloppement-du-secteur-priv%C3%A9-et-des-finances%2C-int%C3%A9gration-r%C3%A9gionale-et-commerce%2C
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr/huiti%C3%A8me-session-du-forum-r%C3%A9gional-africain-sur-le-d%C3%A9veloppement-durable/%C3%A0-propos-du-fradd-2022
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr
9ème édition du Sommet Africités	17 au 21 mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr

HOROSCOPE finance

Bélier Bien que la sécurité matérielle fasse toujours partie de vos priorités, vous risquez de vous intéresser d'un peu moins près que dernièrement à l'état de vos finances. Et surtout, n'étant plus soumis à l'influence rigoureuse et raisonnable de Saturne, vous pourriez vous permettre quelques dérapages plus ou moins contrôlés, qui auront de fâcheux effets sur l'équilibre de votre budget. C'est pourquoi vous devrez vous surveiller de très près.

Taureau Des gains inattendus pourront vous arriver à point nommé aujourd'hui pour vous permettre de réaliser certaines choses dont vous rêviez depuis longtemps, que ce soit pour améliorer vos affaires ou pour vous offrir un voyage d'agrément. Attention à ne pas dépenser votre argent sans compter rien que pour satisfaire vos caprices passagers.

Gémeaux En raison de cette position de Saturne, vous devrez faire très attention à votre équilibre financier. Evitez de contracter un emprunt, et tâchez de remettre à plus tard d'éventuelles modifications de vos placements. Le Ciel sera très bientôt plus favorable pour votre budget.

Cancer Le domaine financier ne connaîtra de changements. Vos ressources seront saines et bien gérées. Les rentrées seront régulières, stables. Vous serez tenté de faire des cadeaux à ceux que vous aimez, en particulier à l'être cher et d'autant plus si vous songez à convoler !

Lion D'importants problèmes matériels se résoudront enfin au cours de cette journée. Cependant, veillez à ne pas vous laisser influencer par votre entourage. Faites-vous confiance et agissez comme vous l'entendez.

Vierge Avec cet environnement astral, il sera grand temps de vous occuper sérieusement de la gestion de vos finances et de prendre des mesures énergiques afin de stopper l'hémorragie actuelle. Tâchez de vous limiter strictement aux dépenses indispensables, incompressibles, et de renoncer à tout le reste. En effet, il arrive bien souvent que "c'est pour le superflu que l'on sue" (Sénèque). Vos efforts seront récompensés.

Balance Réfléchissez bien avant de vous lancer dans des investissements importants et de prendre des engagements commerciaux que vous n'êtes pas absolument sûr de pouvoir honorer. Méfiez-vous plus que jamais des propositions alléchantes qu'on pourrait vous faire. Accordez une attention spéciale aux opérations embrouillées, en particulier celles qui se rapportent à une succession, une liquidation ou une faillite.

Scorpion Si vous envisagez depuis un certain temps d'effectuer des transactions de grande envergure ou de modifier le mode de gestion de vos ressources matérielles, ce sera le moment de vous lancer. La journée y sera tout à fait propice. Vous saurez faire les bons choix.

Sagittaire Vos intérêts financiers seront stimulés, et vous devrez faire tout ce qui est en votre pouvoir pour consolider votre position matérielle. Les placements seront profitables pour vous ; mais il faudra être prudent et prévoyant, bien faire vos comptes et ne jamais outrepasser vos possibilités.

Capricorne Votre équilibre financier devrait en principe être stable. L'impact de Mars sera assez léger et ne risque en aucun cas de vous valoir des difficultés pécuniaires importantes. Mais il pourra vous souffler quelques décisions trop hâtives que vous regretteriez ensuite.

Verseau Une personne qui vous est très chère pourrait vous accuser de ne pas être tout à fait désintéressé, et cette flèche acérée vous irait droit au coeur. Evitez toujours, dans toute la mesure du possible, de mêler amour et argent ; un tel mélange n'est jamais bon, pour ne pas dire explosif.

Poissons Le moment serait bien choisi pour essayer de modifier votre comportement vis-à-vis de l'argent. Trop souvent, vous souffrez d'impécuniosité, non parce que vous ne gagnez pas assez, mais parce que vous dépensez mal. Le plus important sera d'arriver à maîtriser vos envies déraisonnables : vous achetez souvent pour le plaisir d'acheter plutôt que pour celui de posséder et encore moins de jouir de vos acquisitions.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



JOURNÉE PORTES OUVERTES DIGITALE

Venez découvrir ce 17 décembre 2021, la Plateforme Industrielle d'Adetikopé !



Edwige Dabontin
Modératrice | Communication
& Marketing Assistant



Jesse Damsky
Profit Center Head
IZ-PIA



Eli Djondo
Human Ressources
Manager



Anurag Sinha
Profit Center Head
Agri Supply Chain



Boubacar Diallo
ICD Manager



Mariama Alou
Marketing Manager



Joseph Lourdusamy
Profit Center Head Textile



Ibrahima Beye
Legal Head

Ce vendredi 17/12/2021 de 15h10 à 17h30 GMT
 En live sur Zoom - N° de la réunion : 335 811 8595

Thèmes : infrastructure, textile, agriculture,
logistique, administration, emploi, juridique...



GALAXY MODE EN COLLABORATION AVEC EXTASE

présente

Classic MODE 228

DÉFILÉ DE MODE - DÎNER DE GALA - DANSE - JEUX

THÈME :

"Touche particulière de la
mode classique"

PASS: 1500Fr donnant droit au barbecue du chef

Couple: 2500Fr / RES: 3000Fr

(barbecue + cocktail)

CLASSIC MODE 228, restons toujours classe !

18 Déc. 2021

+228 98258478 / 92522284



Place des fêtes EXTASE à Adidogomé Wonyomé à côté
de la station d'essence SANOL sur la voie de la Douane



Pour une meilleure lutte contre le CORONA
VIRUS, vaccinons-nous tous et respectons
tous les gestes barrières



60ème session ordinaire de la CEDEAO**L'institution veut produire des vaccins anti-covid localement**

La 60ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), s'est tenue le 12 décembre 2021 à Abuja au Nigéria. Plusieurs questions étaient à l'ordre du jour notamment les rapports sur la situation sur la situation sociopolitique, sécuritaire, économique et sanitaire de la sous-région.

● **Eyram AKAKPO**

Plusieurs présidents ouest africains dont le togolais Faure Gnassingbé ont participé dimanche dernier aux travaux de la 60ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO. Les travaux ont été ouverts par le Président Nana Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, Président en exercice de l'instance régionale. Dans son allocution, il s'est appesanti sur les défis actuels de la zone, notamment sanitaire avec la pandémie du covid-19. A en croire le président ghanéen, 3% à peine des populations des États membres ont reçu les deux doses de vaccin, d'où l'urgence selon lui, de produire des vaccins au sein de l'espace régional. La question sécuritaire avec les



attaques terroristes dans plusieurs pays a été également présente dans son adresse de même que les transitions politiques au Mali et en Guinée qui sont au cœur des préoccupations. Selon le Président Akufo-Addo, des mesures sont à prendre pour accélérer le retour à l'ordre constitutionnel dans ces deux pays membres de l'organisation sous régional. Il faut souligner que les Chefs d'Etat de la zone UEMOA, notam-

ment de la Guinée-Bissau, de la Côte d'Ivoire, du Niger, du Sénégal, et du Togo sont présents de même que le Président de la Commission de l'UEMOA Abdoulaye DIOP, et le Commissaire en charge du Département des Politiques Economiques et de la fiscalité intérieure, Mahamadou GADO. La cérémonie d'ouverture a pris fin avec l'attribution des prix d'excellence de la CEDEAO édition 2020.

Ligue des Champions**Le tirage au sort intégral des huitièmes de finale**

Après une première tentative marquée par la polémique, l'UEFA a procédé à un deuxième tirage au sort. Et le PSG n'a pas eu de chance, puisqu'il est tombé sur le Real Madrid, alors que le LOSC a tiré Chelsea une deuxième fois.

Quelle journée, décidément. Lors d'un premier tirage réalisé ce matin, le PSG et le LOSC avaient respectivement écopé de Manchester United et de Chelsea. Pas évident déjà... Et bien lors de ce deuxième tirage, les Parisiens sont tombés sur le Real Madrid, équipe qui semble un peu plus puissante que les Red Devils actuellement, alors que le champion de Ligue 1 a encore eu droit à Chelsea, vainqueur de la dernière édition et pire tirage possible, on peut le dire. Une rencontre pariso-madrilène entre deux cadors européens, mais surtout, le duel entre le club de Kylian Mbappé et celle qui sera peut-être sa prochaine écurie. Autant dire que tous les yeux seront rivés sur lui... Et ce n'est pas tout, puisque

si jamais la rumeur Zidane à Paris venait à se confirmer, imaginez le champion du monde 98 entraîner le PSG au Bernabéu...

De belles affiches !

Et à Lille, on doit vraiment se dire qu'on a pas de chance. Ce deuxième tirage semblait être une très bonne nouvelle pour les Dogues... Mais ces derniers ont finalement tiré, une deuxième fois, Chelsea, qui continue sur sa superbe dynamique. Autant dire qu'à Luchin, on rit sûrement un peu jaune. En dehors des deux rencontres intéressantes pour le public français, on a aussi quelques belles affiches, un peu plus équilibrées que lors du premier tirage au sort. Un alléchant Inter-Liverpool par exemple, et un Atlético-Manchester United passionnant. Man-

chester City s'en sort plutôt bien de son côté puisque les troupes de Pep Guardiola défieront le Sporting.

Le nouveau tirage au sort des huitièmes de finale de la Ligue des Champions

- RB Salzburg (AUT) vs Bayern Munich (ALL)
- Sporting CP (POR) vs Manchester City (ANG)
- Benfica (POR) vs Ajax (HOL)
- Chelsea (ANG) vs Lille (FRA)
- PSG (FRA) vs Real Madrid (ESP)
- Atlético de Madrid (ESP) vs Manchester United (ANG)
- Villarreal (ESP) vs Juventus (ITA)
- Inter (ITA) vs Liverpool (ANG)

Avec footmercato.net

Transformation agricole**Des jeunes organisés autour de la filière manioc à Blitta**

La transformation du manioc en d'autres produits dérivés (gari, tapioca etc.) intéresse nombre de jeunes entrepreneurs au Togo. Ils tentent d'apporter de la valeur ajoutée pour développer cette filière porteuse.

C'est le cas d'Atonga Tarandjana qui a installé son unité de transformation de manioc à Pagala Gare à plus de 230 km de Lomé (Blitta/ Région Centrale). Dénommée "Entreprise Espoir", l'unité de production d'Atonga contribue à l'évolution de la filière manioc dans cette localité. Des jeunes femmes et hommes sont organisés autour de cette activité qui représente leurs sources de revenus. Chaque matin, l'ambiance est conviviale au sein de 'l'Entreprise Espoir'. Les femmes pèlent le manioc, d'autres se chargent de la transformation et les hommes s'occupent du moulin et la mise en sac. C'est une chaîne de valeur bien organisée qui fournit un résultat de production de qualité. Le promoteur doit cette réalisation au Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER). Séduit par la qualité de son initiative, le PNPER l'a financé avec 3.146.000 F.CFA pour développer son entreprise. "Avec le financement du PNPER, j'ai construit une unité de transformation du manioc qui emploie aujourd'hui 12 personnes dont 5 hommes et 7 femmes. Avant, nous avons baillé le terrain sur lequel nous travaillons, mais aujourd'hui c'est acquis grâce à ce financement", témoigne Atonga Tarandjana, promoteur de l'entreprise Espoir à Blitta. Cette unité de transformation agroalimentaire est une aubaine pour la valorisation des produits locaux et le made in Togo. Elle transforme le manioc en produits dérivés très sollicités sur le marché. "Nous transformons le manioc en gari, en Tapioca et en pâte fermentée appelé 'Agbélima'. Nous mettons le gari en sac de 100kg que nous vendons. Nous avons



● **Transformation du manioc en gari à Pagala Gare (image AGD/FKA)**

des clients qui viennent acheter", renseigne-t-il. Pour se procurer de la matière première, le transformateur travaille avec les producteurs locaux de Blitta et des zones environnantes dans la région Centrale. A en croire Atonga, quand il y a la matière première, son entreprise produit jusqu'à 300 sacs d'Agbélima par mois et 20 à 30 sacs de gari. Depuis sa création, l'Entreprise Espoir a produit 10 tonnes de gari et 6000 tonnes d'Agbélima et près d'une tonne de Tapioca. Le promoteur rassure qu'il est en règle avec le paiement

des crédits depuis le début de ses activités. Afin d'éviter les périodes de pénuries, Atonga fait le champ du manioc sur 5 hectares pour avoir de la matière première pour son unité de transformation. Notons que le jeune entrepreneur était démarcheur de produits locaux. Grâce au financement du PNPER, il est devenu transformateur de manioc. Ceci montre à suffisance une détermination du jeune Atonga à développer son entreprise autour de la filière manioc et à créer de l'emploi dans sa communauté.

Avec agridigitale.net



● **Les femmes en train de peler le manioc**



● **Le manioc après pelage et prêt à transformer**

Baromètres Togo**Principaux pays partenaires**

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

NOUVEAUX PACKS

Sanlam AUTO

L'ASSURANCE QUI ME DONNE LE CHOIX

- 🏆 PACK AVANTAGE
- 📈 PACK ÉVOLUTIVE
- 🛋️ PACK CONFORT
- 🦋 PACK LIBERTÉ



Contactez-nous

22 53 59 00
22 22 98 98

www.tg.sanlam.com



Vivez en toute confiance